

ACTION URGENTE

LA RÉPRESSION DE LA DISSIDENCE CONTINUE PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

Les militants Gautam Navlakha et Anand Teltumbde ont été arrêtés par l'Agence nationale d'investigation le 14 avril 2020, puis inculpés en vertu de diverses dispositions du Code pénal indien, ainsi que de la Loi relative à la prévention des activités illégales, en raison de leur implication présumée dans les émeutes de Bhima Koregaon, survenues en 2018. Ces arrestations semblent motivées par des considérations politiques et sont liées à une campagne de répression de grande ampleur menée contre des défenseur-e-s des droits humains en 2018, dans le contexte de laquelle neuf autres militant-e-s ont été arrêtés pour cette même affaire.

Monsieur Amit Shah,
Union Home Minister of India
Ministry of Home Affairs
North Block
New Delhi 110011
Inde
Courriel : jscpg-mha@nic.in

Monsieur le Ministre,

Je vous écris afin de vous faire part de ma vive inquiétude à propos de l'arrestation récente d'**Anand Teltumbde** et de **Gautam Navlakha** par l'Agence nationale d'investigation, le 14 avril 2020. Ces militants courageux ont été pris pour cible en raison du travail qu'ils ont effectué auprès de certaines des populations les plus vulnérables de l'Inde, comme les adivasis (aborigènes) et les dalits (opprimés). Je trouve alarmant que ces arrestations soient motivées par des considérations politiques, et que de nombreuses personnes et organisations essayant de faire respecter l'obligation de rendre des comptes et menant une action en faveur des droits humains fassent l'objet de cette répression.

Il est inquiétant que la série de mesures de répression brutales menées visant les défenseur-e-s des droits humains et les militant-e-s dans le pays se poursuive. Je déplore en particulier les circonstances de l'arrestation de neuf autres militant-e-s de premier plan - **Sudha Bharadwaj, Shoma Sen, Surendra Gadling, Mahesh Raut, Arun Ferreira, Sudhir Dhawale, Rona Wilson, Vernon Gonsalves et Varavara Rao** - pour leur implication présumée dans les violences ayant éclaté entre dalits et nationalistes hindous en janvier 2018 à Bhima Koregaon, dans l'État du Maharashtra.

Gautam Navlakha et Anand Teltumbde, tous deux âgés de plus de 65 ans, souffrent de problèmes cardiaques chroniques. S'ils se trouvent actuellement en détention sous la garde de l'Agence nationale d'investigation, ils seront à terme envoyés dans une prison indienne surpeuplée en pleine pandémie de Covid-19, et ce malgré l'appel de la haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies du 3 avril 2020, visant à inciter les États à « libérer toutes les personnes détenues sans base juridique suffisante, y compris les prisonniers politiques et les personnes détenues pour avoir exprimé leur opinion » critique ou dissidente.

Il est préoccupant que ces 11 militant-e-s aient été arrêtés en vertu de la Loi relative à la prévention des activités illégales, un texte sur la lutte contre le terrorisme au sujet duquel Amnesty International a précédemment indiqué qu'il bafoue plusieurs normes internationales en matière de droits humains et contourne certaines garanties d'équité des procès prévues par le droit pénal indien.

Je vous prie donc instamment de faire en sorte que :

1. **Gautam Navlakha, Anand Teltumbde, Sudha Bharadwaj et les huit autres militant-e-s concernés soient relâchés immédiatement et sans condition, et que toutes les charges retenues contre eux soient abandonnées ;**
2. **les militant-e-s, les défenseur-e-s des droits humains, les journalistes, les universitaires et les membres de l'opposition politique puissent exercer pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression et à la liberté d'association ; et**
3. **toutes les lois – notamment la Loi relative à la prévention des activités illégales – qui criminalisent l'exercice du droit fondamental à la liberté d'expression ou lui imposent des restrictions arbitraires ou généralisées soient abrogées ou modifiées, et mises en conformité avec les normes internationales relatives aux droits humains.**

Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées.

POUR EN SAVOIR PLUS

Anand Teltumbde et Gautam Navlakha ont été inculpés pour leur implication présumée dans les émeutes de Bhima Koregaon en 2018, en vertu de diverses dispositions du Code pénal indien, ainsi que de la Loi relative à la prévention des activités illégales. Leur procès doit désormais se dérouler devant un tribunal d'exception de l'Agence nationale d'investigation. Si cela débouche rarement sur une condamnation, la Loi relative à la prévention des activités illégales est régulièrement invoquée contre des personnes ayant simplement exprimé des opinions dissidentes, souvent en l'absence d'éléments prouvant qu'elles ont incité ou recouru à la violence, ou assisté des organisations interdites, et cela a donné lieu à des détentions prolongées avant ou pendant leur procès.

La Loi relative à la prévention des activités illégales est souvent détournée pour placer en détention des personnes qui ne font qu'exercer pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression et d'association. Certaines dispositions de ladite Loi sont contraires aux normes internationales relatives aux droits humains et sont susceptibles de conduire à des violations de ces droits.

Après l'arrestation de Sudha Bharadwaj, Shoma Sen, Surendra Gadling, Mahesh Raut, Arun Ferreira, Sudhir Dhawale, Rona Wilson, Vernon Gonsalves et Varavara Rao, en 2018, une campagne de dénigrement a été lancée contre ces militant·e·s. Le gouvernement affirme qu'ils sont hostiles à la nation et travaillent contre les intérêts du pays. L'opinion des populations auprès desquelles ces militant·e·s œuvrent est cependant tout à fait différente. Ces personnes les saluent pour leur courage et pour leur engagement en faveur des groupes les plus pauvres et marginalisés du pays, comme les *dalits* et les *adivasis*.

Le 25 janvier 2020, l'Agence nationale d'investigation a repris les rênes des enquêtes relatives à l'affaire de Bhima Koregaon, confiées jusqu'alors à la police de l'État du Maharashtra. Cela s'est produit après que le nouveau gouvernement de l'État du Maharashtra a soulevé quelques questions au sujet des enquêtes menées par la police, et demandé que plusieurs policiers soient interrogés sur la conduite de celle-ci. Nombreux sont celles et ceux qui considèrent que le transfert du dossier à l'Agence nationale d'investigation est lié à la campagne de répression actuellement menée par le gouvernement de Narendra Modi contre les défenseur·e·s des droits humains dans le pays.

Des centaines de *dalits* s'étaient rassemblés le 1^{er} janvier à Bhima Koregaon, dans le Maharashtra, pour commémorer une bataille au cours de laquelle des soldats *dalits* de l'armée britannique, 200 ans plus tôt, avaient défait le *peshwa* (Premier ministre) au pouvoir. Des groupes nationalistes hindous et des sympathisants présumés du Parti du peuple indien Bharatiya Janata, le parti au pouvoir, se sont opposés à cet événement, le qualifiant d'anti-national en affirmant qu'il célébrait une victoire coloniale. Les organisateurs du rassemblement *dalit* ont déclaré vouloir lutter contre l'idéologie omniprésente en Inde qui débouche sur des agressions contre *dalits* et musulmans.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Anglais et hindi

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 1^{er} juin 2020

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Anand Teltumbde (il), Gautam Navlakha(il), Sudha Bharadwaj (elle), Shoma Sen (elle), Surendra Gadling (il), Mahesh Raut (il), Arun Ferreira (il), Sudhir Dhawale (il), Rona Wilson (il), Vernon Gonsalves (il) et Varavara Rao (il).